

ACTION URGENTE

COLOMBIE. DE NOUVELLES ACTIVITÉS PARAMILITAIRES DANS UNE COMMUNAUTÉ DE PAIX

De nouvelles incursions paramilitaires ont eu lieu dans plusieurs hameaux de la communauté de paix de San José de Apartadó, dans le nord-ouest de la Colombie, ou à proximité de la communauté. Cela représente une menace de plus en plus importante pour les membres de la communauté de paix et d'autres personnes dans cette région.

Le 15 janvier, des dizaines d'hommes lourdement armés, qui ont affirmé être des membres du groupe Autodefensas Gaitanistas de Colombia (AGC), ont pénétré dans les hameaux de La Unión, Buenos Aires et Arenas Altas. À La Unión, le même jour, des témoins ont indiqué qu'un groupe de paramilitaires avait menacé de tuer deux membres de la **communauté de paix de San José de Apartadó** si la communauté refusait de collaborer avec eux. Le 16 janvier, un groupe de paramilitaires armés a pénétré dans le hameau de Claras, a rassemblé plusieurs habitants et leur a dit qu'ils devaient collaborer.

Le 17 janvier, des paramilitaires se sont rendus au domicile de certains des membres de la communauté de paix à Arenas Altas et leur ont dit que si la communauté ne se tenait pas tranquille, ils tueraient ses dirigeants. Le même jour, des paramilitaires se sont rendus au domicile de **Reinaldo Areiza**, un proche de la communauté, dans le hameau de La Esperanza, mais il n'était pas chez lui à ce moment. D'après des témoins, les paramilitaires ont dit qu'ils « voulaient sa tête ». Un groupe de cinq paramilitaires s'est de nouveau rendu au domicile de Reinaldo Areiza le 20 janvier, mais il n'était pas chez lui.

Le 19 janvier, des paramilitaires ont pénétré dans le hameau de Resbalosa et, d'après des témoins, ont menacé les habitants et leur ont dit qu'ils « contrôlaient tous les hameaux et qu'il ne restait plus que les campements de ces fils de pute de la communauté ». Ils ont ajouté « qu'ils avaient le feu vert pour éliminer cette communauté de fils de pute si elle ne se soumettait pas à eux ». Le même jour, des habitants du hameau de La Hoz et de Rodoxalí ont également signalé la présence de paramilitaires.

Des témoins ont indiqué que pendant ces dernières incursions, qui sont toujours en cours, certains paramilitaires avaient été vus en train de sympathiser avec les membres des forces de sécurité déployées dans la région.

DANS LES APPELS QUE VOUS FEREZ PARVENIR LE PLUS VITE POSSIBLE AUX DESTINATAIRES MENTIONNÉS CI-APRÈS (en espagnol ou dans votre propre langue) :

- faites part de votre inquiétude pour la sécurité de Reinaldo Areiza, des membres de la communauté de paix de San José de Apartadó et des autres civils vivant dans le secteur ;
- demandez aux autorités de prendre immédiatement des mesures pour démanteler les groupes paramilitaires et briser les liens qu'ils entretiennent avec les forces de sécurité, conformément aux engagements affichés par le gouvernement ;
- rappelez-leur que les civils, dont les membres de la communauté de paix de San José de Apartadó et les autres civils qui vivent dans la région, ont le droit de ne pas être entraînés dans le conflit armé.

VEUILLEZ ENVOYER VOS APPELS AVANT LE 9 MARS 2017 :

Président de la République

Señor Juan Manuel Santos

Presidente de la República

Palacio de Nariño, Carrera 8 No.7-26, Bogotá,

Colombie

Fax : +57 1 596 0631

Formule d'appel : Excmo. Sr. Presidente Santos, / Monsieur le Président,

Ministre de la Défense

Señor Luis Carlos Villegas

Ministerio de Defensa

Carrera 54, No.26-29

Bogotá, Colombie

Fax : +57 1 266 1003

Formule d'appel : Sr. Ministro, / Monsieur le Ministre,

Copies à :

Communauté de paix

Comunidad de Paz de

San José de Apartadó

AA 243 de Apartadó

Antioquia, Colombie

Veillez également adresser des copies aux représentants diplomatiques de la Colombie dans votre pays. Insérez les adresses ci-dessous :

Name, Address 1, Address 2, Address 3, Fax number Email address Salutation .

Vérifiez auprès de votre section s'il faut encore intervenir après la date indiquée ci-dessus. Merci. Ceci est la première mise à jour de l'AU 236/16. Pour plus d'informations : <https://www.amnesty.org/fr/documents/amr23/4998/2016/fr/>.

**AMNESTY
INTERNATIONAL**



ACTION URGENTE

COLOMBIE. DE NOUVELLES ACTIVITÉS PARAMILITAIRES DANS UNE COMMUNAUTÉ DE PAIX

COMPLÉMENT D'INFORMATION

La communauté de paix de San José de Apartadó est composée de personnes vivant dans plusieurs hameaux de la municipalité d'Apartadó, dans le département d'Antioquia (nord-ouest de la Colombie), qui défendent leur droit de ne pas être entraînées dans le conflit armé en Colombie et refusent de prendre parti. Elles refusent de porter les armes et de fournir des renseignements ou un soutien logistique aux différentes parties au conflit. En retour, elles exigent que les parties au conflit ne viennent pas sur leurs terres et qu'elles respectent leur décision de ne pas participer aux hostilités et de ne collaborer avec aucune d'elles.

Depuis la création de cette communauté de paix, le 23 mars 1997, plus de 200 de ses membres ont été tués ou ont fait l'objet d'une disparition forcée, tandis que d'autres ont été victimes de menaces ou d'agressions sexuelles. Les personnes appartenant à cette communauté sont constamment en danger. La majorité de ces homicides est perpétrée par des paramilitaires qui continuent d'agir avec le soutien ou le consentement d'agents des forces armées dans cette zone. Une partie des meurtres est imputable aux guérilleros. Au cours des 10 dernières années, un grand nombre de civils n'appartenant pas à la communauté de paix mais ayant des liens avec ses membres ou vivant dans la région ont également été tués. À la fin de l'année 2016, des membres de la communauté de paix ont signalé une augmentation des activités paramilitaires et la présence de dizaines de paramilitaires, dont certains étaient vêtus de treillis militaires et se présentaient comme appartenant au groupe paramilitaire Autodefensas Gaitanistas de Colombia, campant de façon intermittente dans la communauté et mettant ses membres et d'autres habitants en danger.

Bien qu'ils soient censés avoir été démobilisés il y a dix ans, les paramilitaires continuent de mener des opérations dans plusieurs régions du pays. Dans son dernier rapport sur la situation des droits humains en Colombie rendu public en mars 2016, le haut-commissaire aux droits de l'homme de l'ONU a indiqué que les groupes paramilitaires (désignés sous le terme de « groupes post-démobilisation » dans le rapport) « menacent en permanence les droits humains et la sécurité publique, l'administration de la justice et l'instauration de la paix, y compris la restitution des terres ». Il a ajouté que « le démantèlement des groupes contrôlant les terres volées par la violence ou la menace de violences était un défi permanent pour la paix ».

Nom : Reinaldo Areiza (h), membres de la communauté de paix de San José de Apartadó et autres civils vivant dans la région
Hommes et femmes

Action complémentaire sur l'AU 236/16, AMR 23/5576/2017, 26 janvier 2017